



C.D. Howe Institute
Institut C.D. Howe

Communiqué

Embargo: For release *Tuesday, October 21, 1997*

Public pensions need fuller funding, says study

Fuller funding for public pensions, along the lines of the current Canada Pension Plan (CPP) reforms, should be a priority for governments, concludes a study released today by the British-North American Committee (BNAC). The study argues that more fully funded pensions in both the public and private sectors should be part of a longer-term program aimed at increasing individual responsibility and reducing the pressure of state pensions on the living standards of younger workers.

The report consists of a BNAC Policy Statement on Pension Reform, and a background study, *The Future of Pension Policy: Individual Responsibility and State Support*, by William B.P. Robson, a Senior Policy Analyst at the C.D. Howe Institute. The BNAC is a group of leading business persons, labor representatives, and professionals from Canada, the United States, and the United Kingdom. The committee is sponsored in Canada by the C.D. Howe Institute.

The Policy Statement notes that public pension programs in Canada, the United States, and the United Kingdom expanded to their current scale and scope in an era of unusually rapid economic growth and unusually low returns on financial investments. Under such conditions, generous pay-as-you-go pension systems looked sustainable. Now, however, economic growth has slowed, returns on securities have risen, and the increase in the number of retirees with claims on the pension system will continue to outpace the growth in the number of active, contributing workers in the years ahead.

To respond to this challenge, the Policy Statement recommends that

- governments should ensure that state-run pension plans are funded to provide adequate benefits in the future and that there is proper fiduciary management of both public and private pension funds;
- governments should encourage citizens to make provisions for the future by modifying caps and other obstacles to private pensions;
- employers should promote cost-effective retirement savings as a key element of their employees' compensation;
- individuals who are able to do so should take more responsibility for ensuring, through saving and investing, that they have an adequate standard of living on retirement.

In the background study, author William Robson notes that the demographic profiles of the three countries provide a window of opportunity for effective reform of pension policies. In each country, he says, the share of the population that is below working age has dipped, and labor force participation by women continues to rise. These factors are boosting the share of the population that is working, and will mitigate, for a while, the effects of a growing population of elderly. As a result, Robson argues, pension reform will be easier now than if governments wait until the aging of the baby-boom generation puts further stress on national retirement systems. "As with retirement saving itself," he concludes, "it is the earliest action that reaps the richest rewards."

* * * * *

The British-North American Committee was established in 1969 to study and discuss the broad range of economic factors affecting the relationships among Canada, the United States, and the United Kingdom. Its members are drawn from business, labor, agriculture, and professional leaders who are involved in relations among the three countries. The North American Chairman of the Committee is John G. Heimann, Chairman, Global Financial Institutions, Merrill Lynch & Co. Inc., New York.

- 30 -

For further information, contact:

C.D. Howe Institute
phone: (416) 865-1904
fax: (416) 865-1866
e-mail: cdhowe@cdhowe.org
Internet: <http://www.cdhowe.org>

The Future of Pension Policy: Individual Responsibility and State Support, by William B.P. Robson, and *A BNAC Policy Statement on Pension Reform*, British-North American Committee 41 (British-North American Committee, Toronto, Washington, DC, and London, October 1997). 20 pp.; \$9.00. ISBN 0-89068-141-4.

Copies are available from: Renouf Publishing Company Limited, 5369 Canotek Road, Ottawa, Ontario K1J 9J3 (stores: 71¹/₂ Sparks Street, Ottawa, Ontario, phone: 613-238-8985; 12 Adelaide Street West, Toronto, Ontario, phone: 416-363-3171); or directly from the C.D. Howe Institute, 125 Adelaide Street East, Toronto, Ontario M5C 1L7.



C.D. Howe Institute
Institut C.D. Howe

Communiqué

Embargo : à diffuser le mardi 21 octobre 1997

Financez mieux les pensions gouvernementales, affirme une étude

Un financement accru pour les pensions gouvernementales, suivant les lignes des réformes actuelles du Régime de pensions du Canada (RPC), devrait constituer une priorité gouvernementale, conclut une étude publiée aujourd'hui par le Comité britannique et nord-américain (CBNA). L'étude soutient que des pensions mieux financées dans les secteurs public et privé devraient faire partie d'un programme à long terme visant à responsabiliser davantage les individus et à soulager le fardeau des pensions d'État sur le niveau de vie des jeunes travailleurs.

Le rapport comporte un énoncé de principes du CBNA sur la réforme des pensions, et une étude de fond, intitulée *The Future of Pension Policy: Individual Responsibility and State Support (L'avenir des politiques relatives aux pensions : la responsabilité individuelle et l'appui fourni par l'État)* et rédigée par William B.P. Robson, analyste de politique principal à l'Institut C.D. Howe. Le CBNA est formé d'individus influents canadiens, américains et britanniques du milieu des affaires, syndical et professionnel; il est parrainé au Canada par l'Institut C.D. Howe.

L'énoncé de principes souligne que les programmes de pensions d'État au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni ont acquis leur envergure actuelle dans un contexte de croissance économique anormalement rapide et de placements financiers au rendement anormalement bas. Dans de telles conditions, un régime généreux de pensions par répartition semblait durable. Mais maintenant que la croissance économique s'est ralentie, le rendement sur les investissements s'est amélioré et l'augmentation du nombre de retraités ayant droit à des pensions continuera à dépasser la hausse de la population active dans les années à venir.

Pour être en mesure de relever ce défi, l'énoncé de principes propose les recommandations suivantes :

- les gouvernements doivent veiller à ce que le financement des régimes de pension exploités par l'État fournisse les prestations voulues dans l'avenir, et à une gestion fiduciaire pertinente des caisses de retraite publiques et privées;
- les gouvernements doivent encourager les citoyens à prendre les dispositions nécessaires pour l'avenir en éliminant les plafonds et autres obstacles aux régimes de pensions privés;
- les employeurs doivent favoriser l'épargne-retraite efficace comme élément clé de la rémunération de leurs employés;

- les individus qui sont en mesure de le faire doivent prendre davantage de responsabilités afin de disposer d'un niveau de vie suffisant à la retraite, grâce à l'épargne et à l'investissement.

Dans le cadre de l'étude de fond, l'auteur indique que les caractéristiques démographiques des trois pays offrent une conjoncture favorable pour une réforme efficace des politiques en matière de pensions. Dans chaque pays, affirme-t-il, le pourcentage de population qui est trop jeune pour travailler a diminué, tandis que la participation des femmes à la population active continue d'augmenter. Ces facteurs contribuent à hausser le pourcentage de la population qui travaille, et atténueront les effets d'une population vieillissante, du moins pendant un certain temps. Par conséquent, ainsi que l'indique M. Robson, la réforme des pensions sera plus aisée maintenant que plus tard, lorsque la génération vieillissante des baby-boomers exercera davantage de pressions sur les régimes de retraite d'État. « Comme c'est le cas pour l'épargne-retraite elle-même, conclut M. Robson, ce sont les mesures prises le plus tôt possible qui produiront les résultats les plus fructueux. »

* * * * *

Le Comité britannique et nord-américain a été établi en 1969 pour étudier et débattre d'un large éventail de facteurs économiques qui influent sur les relations entre le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ses membres sont des dirigeants du monde des affaires, syndical, agricole et professionnel qui sont impliqués dans les relations entre les trois pays. Le président nord-américain du Comité est John G. Heimann, président des Institutions financières internationales à la société Merrill Lynch & Co. Inc. de New York.

- 30 -

Renseignements :

Institut C.D. Howe
téléphone : 416 865-1904
télécopieur : 416 865-1866
courrier électronique : cdhowe@cdhowe.org
Internet : <http://www.cdhowe.org>

The Future of Pension Policy: Individual Responsibility and State Support, par William B.P. Robson et A BNAC Policy Statement on Pension Reform, Comité britannique et nord-américain n° 41, Comité britannique et nord-américain, Toronto, Washington (DC) et Londres, octobre 1997, 20 p., 9,00 \$. ISBN 0-89068-141-4.

On peut se procurer des exemplaires de cette publication auprès des : Éditions Renouf ltée, 5369, chemin Canotek, Ottawa ON K1J 9J3 (librairies : 71¹/2, rue Sparks, Ottawa ON, tél. 613 238-8985 et 12, rue Adelaide ouest, Toronto ON, tél. 416 363-3171), ou encore en s'adressant directement à l'Institut C. D. Howe, 125, rue Adelaide est, Toronto ON M5C 1L7.